

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2262

[C — 27372]

6 JUIN 1991. — Décret relatif au développement rural (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Une opération de développement rural consiste en un ensemble coordonné d'actions de développement, d'aménagement et de réaménagement entreprises ou conduites en milieu rural par une commune, dans le but de sa revitalisation et de sa restauration, dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer les conditions de vie de ses habitants au point de vue économique, social et culturel.

L'opération est synthétisée dans un document appelé programme communal de développement rural.

Elle concerne l'ensemble du territoire de la commune. Toutefois, à la demande de celle-ci et de l'avis conforme de la commission d'aménagement compétente, elle peut être limitée par l'Exécutif à une partie définie du territoire de cette commune.

Art. 2. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, l'Exécutif peut accorder aux communes des subventions pour des actions de développement définies par le présent décret.

§ 2. Les subventions accordées portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural et notamment à :

- 1° la promotion, la création et le soutien de l'emploi ou d'activités économiques;
- 2° l'amélioration et la création de services et d'équipement à l'usage de la population;
- 3° la rénovation, la création et la promotion de l'habitat;
- 4° l'aménagement et la création d'espaces publics, de maisons de village et d'autres lieux d'accueil, d'information et de rencontre;
- 5° la projection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre et du milieu de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel;
- 6° l'aménagement et la création de voiries et de moyens de transport et communication d'intérêt communal.

§ 3. Les subventions ne sont accordées par la Région qu'en faveur des projets inscrits dans une opération de développement rural dont le programme est approuvé par l'Exécutif.

§ 4. Pour des investissements dont la destination ne relève qu'en partie d'une compétence régionale, la Région accorde le cas échéant une subvention en proportion de cette partie.

Dans ce cas, elle peut accorder des subventions pour l'acquisition, l'assainissement et la rénovation extérieure en tout ou en partie d'immeubles ou d'ensembles d'immeubles à destinations multiples, ainsi que l'aménagement intérieur ou extérieur de leurs parties à usage commun.

CHAPITRE II. — Information, consultation et participation de la population

Art. 3. Toute commune menant une opération de développement rural doit assurer l'information, la consultation et la participation de toute la population.

L'information est au minimum assurée par une réunion dans chaque village ou hameau. Une réunion est proposée de chaque groupe ou association ayant son siège dans la commune.

La consultation et la participation s'effectuent à travers des groupes de travail et la commission locale de développement rural visés à l'article 4.

Art. 4. Dans les six mois de sa décision de principe de mener une opération de développement rural, la commune crée une commission locale de développement rural.

Elle constitue également des groupes de travail. Chacun d'eux a pour objet, soit un thème de développement, soit un village particulier.

Art. 5. La commission locale est présidée par le bourgmestre ou son représentant. Elle compte dix membres effectifs au moins et trente membres effectifs au plus, ainsi qu'un nombre égal de membres suppléants.

Un quart des membres effectifs et suppléants peut être désigné au sein du conseil communal.

Les autres membres sont désignés parmi des personnes représentatives des milieux politique, économique, socio-professionnel et culturel de la commune, des différents villages ou hameaux qui la composent, ainsi que des classes d'âge de sa population.

Chaque groupe de travail visé par l'article 4 au sein de la commission est représenté au sein de la commission.

Art. 6. Les communes qui décident de mener une opération de développement rural et qui disposent déjà d'une commission consultative d'aménagement du territoire constituée en application de l'article 150 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, peuvent organiser une seule commission pour les deux matières, en constituant au besoin des sections distinctes.

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — 236 (1990-1991). Nos 1 à 6.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 30 mai 1991. Discussion. Vote.

Art. 7. Assistent de droit aux séances de la commission locale et y ont voix consultative :

1° un représentant de la division de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du Ministère de la Région wallonne;

2° un représentant de la personne de droit public ou de l'établissement d'utilité publique choisi par la commune pour l'assister dans l'opération.

Art. 8. § 1er. Organe consultatif à la disposition de la commune, la commission locale répond à toutes les demandes d'avis et s'exprime, au besoin, d'initiative.

A la demande de la commune elle dresse les axes directeurs et le cadre d'un projet de programme de développement rural.

§ 2. Au plus tard le 1er mars de chaque année, la commission locale établit un rapport à l'intention de la commune.

Ce rapport fait état des activités de la commission ainsi que de l'avancement des différents projets du programme au cours de l'année civile précédente et contient des propositions de projets à poursuivre ou à entreprendre.

Les rapport et avis de la commission locale sont consignés dans un registre qui peut être consulté à l'administration communale, pendant les heures d'ouverture des bureaux, aux jours fixés par la commune.

§ 3. La commission locale est associée à toutes les phases d'élaboration, de réalisation, de suivi, de mise à jour et de révision du programme communal de développement rural.

§ 4. Sur sa proposition, la commune arrête le règlement d'ordre intérieur de la commission.

CHAPITRE III. — *Programme communal de développement rural*

Art. 9. L'Exécutif arrête les phases préalables à l'élaboration du projet de programme communal de développement rural. Celles-ci comportent notamment :

1° la décision de principe de la commune;

2° la désignation de la personne de droit public ou de l'établissement d'utilité publique chargé d'assister la commune;

3° l'information et la participation de la population;

4° la consultation de la population;

5° la création de groupes de travail;

6° la création de la commission locale de développement rural;

7° le choix de l'auteur du projet chargé de mettre en forme le projet de programme communal de développement rural.

Art. 10. § 1er. Le programme communal de développement rural est un document fixant, intégrant et harmonisant les objectifs du développement rural.

L'Exécutif arrête le contenu minimal d'un programme communal de développement rural.

Celui-ci contient au moins cinq parties :

a) une description des caractéristiques socio-économiques de la commune;

b) les résultats de la consultation de la population;

c) les objectifs de développement;

d) les projets pour atteindre les objectifs;

e) un tableau récapitulatif détaillant les différents projets, la planification temporelle, les intervenants financiers et les objectifs poursuivis.

§ 2. Sur base des propositions de la commission locale, la commune donne des instructions à un auteur de projet pour qu'il rédige et lui présente un avant-projet de programme.

Dans les quinze jours de son adoption par la commune, le projet de programme communal de développement rural est transmis à la Commission régionale d'aménagement du territoire et à l'Exécutif.

La Commission dispose de deux mois pour remettre son avis à l'Exécutif.

Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le délai de deux mois est suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

§ 3. L'Exécutif régional wallon approuve ou rejette en tout ou en partie le projet de programme communal de développement rural dans un délai de deux mois à partir de la date de transmission de l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire ou de la date de l'échéance du délai prévu au § 2, alinéa 3.

Il peut proroger ce délai d'une deuxième période de deux mois.

L'arrêté qui rejette tout ou partie du programme communal de développement rural est motivé.

Art. 11. La commune, d'initiative ou à la demande de l'Exécutif, peut mettre le programme communal de développement rural en révision.

La demande et la décision sont motivées.

La procédure applicable à l'élaboration du programme communal de développement rural l'est aussi pour sa révision.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'octroi des subventions*

Art. 12. Les modalités d'octroi de subventions en vue de la réalisation de différents projets inscrits dans un programme communal de développement rural sont fixées entre la Région et la commune par voie de convention.

L'Exécutif détermine le contenu de ces conventions.

Celles-ci peuvent lier l'octroi des subventions à l'état d'avancement des projets et au dépôt du rapport visés à l'article 22.

Lorsque les investissements mentionnés à la convention bénéficient de subventions en application conjointe du présent décret et des lois ou des règlements de l'Etat, ou des décrets et des règlements de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, la convention ne peut être conclue par l'Exécutif régional wallon que si l'autorité nationale, l'Exécutif de la Communauté française ou de la Communauté germanophone accepte d'y être aussi partie.

Art. 13. Le taux de subvention est au maximum de 80 % de l'assiette définie aux articles 15, 16 et 17.

Lorsque, pour un même investissement, la commune perçoit d'autres subventions que celles qu'elle perçoit au titre du développement rural, le taux de ce dernier est adapté de manière à ce que le taux de subvention global ne dépasse pas 80 %.

Les travaux acceptés dans le cadre d'un programme triennal des travaux subsidiés, au sens du décret du 1er décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, ne peuvent faire l'objet d'une intervention complémentaire au titre du développement rural.

Art. 14. Pour les études d'avant-projet et de projet, des avances récupérables peuvent être octroyées jusqu'à concurrence de 5 % du montant de la subvention prévue.

Art. 15. En cas d'acquisition, l'assiette de la subvention est composée du prix d'achat et des frais accessoires tels que les frais légaux d'acquisition et la T.V.A.

Le prix d'achat des immeubles est plafonné au moins élevé des trois montants suivants :

- 1° l'estimation du receveur de l'enregistrement;
- 2° le prix approuvé par la commune;
- 3° l'indemnité définitive d'expropriation, le cas échéant.

Le prix d'achat des meubles est plafonné au plus intéressant des prix tel qu'il résulte de la procédure d'appel d'offres prévue par les dispositions applicables en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Sont seuls pris en considération les frais accessoires relatifs aux montants plafonnés conformément aux paragraphes précédents.

Art. 16. En cas de réalisation de travaux, l'assiette de la subvention est composée du coût réel et des frais accessoires tels que les honoraires, la T.V.A., les frais d'expropriation, d'emprise, de bornage, d'essais et de sondages.

Peuvent faire partie de l'assiette de la subvention les honoraires d'auteur de projets pour les études entamées entre le moment de l'approbation du projet de programme par la commune et celui de son approbation par l'Exécutif.

Art. 17. En cas d'investissement incorporel, l'assiette de la subvention est composée du coût réel de la prestation, préalablement approuvé par l'Exécutif selon des modalités qu'il détermine.

CHAPITRE V. — *Modalités de liquidation des subventions*

Art. 18. § 1er. En cas d'acquisition d'immeubles, la subvention est liquidée sur présentation d'une copie de l'acte authentique d'acquisition ou de la décision fixant définitivement le montant de l'indemnité en cas d'expropriation.

§ 2. En cas d'acquisition de meubles, la subvention est liquidée sur présentation des pièces justificatives de l'achat et de celles qui justifient le respect de la procédure visée à l'article 15, § 3.

§ 3. En cas de travaux, la subvention est liquidée par tranches sur la base des états d'avancement approuvés par le fonctionnaire dirigeant la division de l'aménagement et de l'urbanisme, et au total à concurrence de 95 % du montant de l'intervention due au titre du développement rural.

Une avance correspondant à 20 % de la subvention peut toutefois être liquidée sur production de la notification faite à l'entreprise de l'ordre de commencer les travaux.

Sur présentation du décompte final approuvé par la division de l'aménagement et de l'urbanisme du Ministère de la Région wallonne, le solde de la subvention est liquidé, déduction faite des avances éventuellement consenties.

CHAPITRE VI. — *Obligations à charge de la commune bénéficiaire de subventions de développement rural*

Art. 19. La commune qui a bénéficié de subventions pour acquérir, construire ou rénover un bien peut disposer librement de ce dernier.

Cependant, le prix de vente doit être préalablement approuvé par l'Exécutif.

En cas de vente du bien, les subventions perçues sont remboursées à la Région ou réemployées pour financer d'autres projets du programme de développement rural.

En cas de réemploi, celui-ci est approuvé par l'Exécutif, par avenant à la convention, préalablement à la vente.

80 % des bénéfices que la commune tire de l'exploitation d'un projet subventionné sont réemployés pour financer d'autres projets du programme de développement rural.

Art. 20. Lorsque la Région achète à une commune un immeuble acquis, construit ou rénové par celle-ci à l'aide de subvention perçues au titre du développement rural, le prix est diminué du montant de la subvention octroyée pour ce bien.

Art. 21. La commune qui a bénéficié de subventions pour réaliser son programme tient une comptabilité distincte où apparaissent, pour chacun des projets réalisés, le programme des investissements, les sources de financement et, s'il échet, le compte d'exploitation du projet.

Art. 22. La commune dresse annuellement un rapport sur l'état d'avancement de l'opération.

Ce rapport comporte quatre parties :

1° un état d'avancement détaillant l'exécution des conventions visées à l'article 12;

2° le rapport de la commission locale visé à l'article 8, § 2;

3° le rapport fondé sur la comptabilité visée à l'article 21;

4° une programmation des projets à réaliser dans les trois ans ou dans la période prévue pour l'achèvement du programme.

Ce rapport est adressé à l'Exécutif, au Directeur général de la Direction générale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, avant le 31 mars de l'année qui suit.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 23. Les conventions conclues entre les communes et la Région wallonne avant l'entrée en vigueur du présent décret et ayant trait à l'octroi de subventions dans le cadre de projets de développement rural sont remplacées, avant le 31 décembre 1992, par des conventions visées à l'article 12.

Jusqu'à cette date, elles sont censées avoir été conclues en vertu du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 juin 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2262

6. JUNI 1991. — Dekret über die ländliche Entwicklung (1)

[C — 27372]

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1. Eine Aktion zur ländlichen Entwicklung besteht aus einer Reihe aufeinander abgestimmter Entwicklungs-, Gestaltungs- und Umgestaltungsmaßnahmen, die eine Gemeinde im ländlichen Raum unternimmt bzw. führt, um ihn unter Beachtung seiner Eigentümlichkeiten so neu zu beleben und wiederherzustellen, daß dadurch die Lebensbedingungen seiner Einwohner in wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Hinsicht verbessert werden.

Die Aktion wird in einem Dokument zusammengefaßt, das kommunales Programm zur ländlichen Entwicklung genannt wird.

Sie betrifft das gesamte Gebiet der Gemeinde. Auf deren Antrag hin und nach gleichlautendem Gutachten der zuständigen Raumordnungskommission kann die Exekutive sie jedoch auf einen bestimmten Teil des Gebietes dieser Gemeinde beschränken.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der Haushaltsmittel kann die Exekutive den Gemeinden Zuschüsse für Entwicklungsmaßnahmen gewähren, die in diesem Dekret bestimmt sind.

§ 2. Die gewährten Zuschüsse betreffen materielle und immaterielle Investitionen, die zur ländlichen Entwicklung beitragen und insbesondere :

1° zur Förderung, Schaffung bzw. Stimulierung des Arbeitsmarktes bzw. von Arbeitsplätzen oder von wirtschaftlichen Tätigkeiten;

2° zur Verbesserung und Schaffung von Diensten und Anlagen für die Bevölkerung;

3° zur Renovierung, Schaffung und Förderung von Wohnungen;

4° zur Gestaltung und Schaffung von öffentlichen Plätzen, Dorfhäusern und anderen Aufnahme-, Informations- und Begegnungsstätten;

(1) *Sitzungsperiode 1990-1991.*

Dokumente des Rates. — 236 (1990-1991. Nrn. 1 bis 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 30. Mai 1991. Diskussion. Abstimmung.

5° zum Schutz, zur Verbesserung und Erschließung des Lebensgebietes und des Lebensraums, einschließlich des bebauten und natürlichen Erbes;

6° zum Ausbau und zur Schaffung von Wegen und von Verkehrs- und Kommunikationsmitteln kommunalen Interesses.

§ 3. Die Region gewährt die Zuschüsse nur für Projekte, die in Zusammenhang mit einer Aktion zur ländlichen Entwicklung stehen, deren Programm von der Exekutive genehmigt worden ist.

§ 4. Für Investitionen, deren Zweckbestimmung nur zum Teil in einen regionalen Zuständigkeitsbereich fällt, gewährt die Region gegebenenfalls einen Zuschuß im Verhältnis zu diesem Teil.

In diesem Fall kann sie Zuschüsse für den Erwerb, die Sanierung und die ganze oder teilweise äußere Renovierung von Mehrzweckgebäuden bzw. Komplexen von Mehrzweckgebäuden sowie für die innere oder äußere Einrichtung ihrer Teile, die für den gemeinsamen Gebrauch bestimmt sind, gewähren.

KAPITEL II. — *Information, Anhörung und Beteiligung der Bevölkerung*

Art. 3. Jede Gemeinde, die eine Aktion zur ländlichen Entwicklung führt, muß für die Information, die Anhörung und die Beteiligung der Bevölkerung sorgen.

Die Information wird mindestens durch eine Versammlung in jedem Dorf bzw. Weiler gewährleistet. Es wird eine Versammlung jeder Gruppe oder Vereinigung vorgeschlagen, die ihren Sitz in der Gemeinde hat.

Die Anhörung und die Beteiligung erfolgen über Arbeitsgruppen und über die in Artikel 4 erwähnte lokale Kommission für die ländliche Entwicklung.

Art. 4. Die Gemeinde richtet binnen sechs Monaten nach ihrem grundsätzlichen Beschluß, eine Aktion zur ländlichen Entwicklung zu führen, eine lokale Kommission für die ländliche Entwicklung ein.

Sie errichtet ebenfalls Arbeitsgruppen. Jede dieser Gruppen befaßt sich entweder mit einem Entwicklungsthema oder mit einem bestimmten Dorf.

Art. 5. Der Vorsitz der lokalen Kommission wird von dem Bürgermeister oder von seinem Stellvertreter geführt.

Diese Kommission umfaßt mindestens zehn und höchstens dreißig effektive Mitglieder sowie die entsprechende Anzahl Ersatzmitglieder.

Ein Viertel der effektiven und Ersatzmitglieder kann unter den Mitgliedern des Gemeinderates gewählt werden.

Die anderen Mitglieder werden unter Personen gewählt, die die politischen, wirtschaftlichen, berufssoziologischen und kulturellen Kreise der Gemeinde, die verschiedenen Dörfer bzw. Weiler, aus denen sie zusammengesetzt ist, sowie die Altersklassen ihrer Bevölkerung vertreten.

Jede in Artikel 4 erwähnte Arbeitsgruppe ist innerhalb der Kommission vertreten.

Art. 6. Die Gemeinden, die beschließen, eine Aktion zur ländlichen Entwicklung zu führen, und bereits über einen in Anwendung von Artikel 150 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eingesetzten kommunalen beratenden Raumordnungsausschuß verfügen, können eine einzige Kommission für beide Angelegenheiten einrichten und dabei notfalls getrennte Abteilungen bilden.

Art. 7. Folgende Personen wohnen den Sitzungen der lokalen Kommission von Rechts wegen und mit beratender Stimme bei :

1° ein Vertreter der Abteilung Raumordnung und Städtebau des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° ein Vertreter der öffentlichrechtlichen Person bzw. der gemeinnützigen Einrichtung, die die Gemeinde gewählt hat, um ihr bei der Aktion beizustehen.

Art. 8. § 1. Als der Gemeinde zur Verfügung stehendes beratendes Organ kommt die lokale Kommission allen Anforderungen von Gutachten nach und nimmt notfalls aus eigener Initiative Stellung.

Auf Verlangen der Gemeinde stellt sie die Leitlinien und den Rahmen eines Entwurfs eines Programms für die ländliche Entwicklung auf.

§ 2. Spätestens am 1. März eines jeden Jahres erstellt die lokale Kommission einen Bericht für die Gemeinde.

Dieser Bericht führt die im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres erfolgten Tätigkeiten der Kommission sowie den in diesem Jahr jeweils erreichten Stand der verschiedenen Projekte auf und enthält Vorschläge von Projekten, die fortgeführt oder unternommen werden müssen.

Die Berichte und Gutachten der lokalen Kommission werden in einem Register festgehalten und können an den von der Gemeinde festgelegten Tagen während der Öffnungszeiten bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

§ 3. Die lokale Kommission ist an allen Phasen der Erstellung, der Durchführung, des weiteren Verlaufs, der Fortschreibung und der Revision des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung beteiligt.

§ 4. Auf ihren Vorschlag hin bestimmt die Gemeinde die Geschäftsordnung der Kommission.

KAPITEL III. — *Kommunales Programm für ländliche Entwicklung*

Art. 9. Die Exekutive bestimmt die Phasen, die der Erstellung des Entwurfs eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung vorausgehen. Diese umfassen insbesondere :

1° den grundsätzlichen Beschluß der Gemeinde;

2° die Benennung der öffentlichrechtlichen Person bzw. der gemeinnützigen Einrichtung, die der Gemeinde beistehen soll;

3° die Information und die Beteiligung der Bevölkerung;

4° die Anhörung der Bevölkerung;

5° die Schaffung von Arbeitsgruppen;

6° die Errichtung der lokalen Kommission für ländliche Entwicklung;

7° die Wahl des Projekturhebers, der dem Entwurf eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung Gestalt geben soll.

Art. 10. § 1. Das kommunale Programm für ländliche Entwicklung ist ein Dokument, das die Ziele der ländlichen Entwicklung festlegt, integriert und aufeinander abstimmt.

Die Exekutive bestimmt den minimalen Inhalt eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung.

Dieses umfaßt mindestens fünf Teile :

- a) eine Beschreibung der sozioökonomischen Merkmale der Gemeinde;
- b) die Ergebnisse der Anhörung der Bevölkerung;
- c) die Entwicklungsziele;
- d) die Projekte zur Erreichung dieser Ziele;
- e) eine zusammenfassende Übersicht, in der die verschiedenen Projekte, die zeitliche Planung, die Geldgeber und die verfolgten Ziele im einzelnen aufgeführt sind.

§ 2. Aufgrund der Vorschläge der lokalen Kommission erteilt die Gemeinde einem Projekturheber Anweisungen, damit er einen Vorentwurf eines Programms erstellt und vorlegt.

Der Entwurf eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung wird binnen fünfzehn Tagen, nachdem er von der Gemeinde angenommen wurde, an den regionalen Raumordnungsbeirat und an die Exekutive weitergeleitet.

Der Beirat verfügt über zwei Monate, um der Exekutive sein Gutachten zu übermitteln.

Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Die zweimonatige Frist wird während der Monate Juli und August ausgesetzt.

§ 3. Die Wallonische Regionalexekutive verfügt über zwei Monate ab dem Tag, an dem das Gutachten des Regionalen Raumordnungsbeirates ihr übermittelt worden ist bzw. an dem die in § 2 Absatz 3 erwähnte Frist abläuft, um den Entwurf eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung zu genehmigen oder ganz oder teilweise abzulehnen.

Sie kann diese Frist um einen weiteren Zeitraum von zwei Monaten verlängern.

Der Erlaß, der das Programm für ländliche Entwicklung ganz oder teilweise ablehnt, wird mit Gründen versehen.

Art. 11. Die Gemeinde kann das kommunale Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums aus eigener Initiative oder auf Verlangen der Exekutive revidieren lassen.

Der Antrag und der Beschluß werden mit Gründen versehen.

Das Verfahren, das auf die Erstellung des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung Anwendung findet, gilt ebenfalls für seine Revision.

KAPITEL IV. — Modalitäten in bezug auf die Gewährung der Zuschüsse

Art. 12. Die Modalitäten in bezug auf die Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung verschiedener Projekte, die in den Rahmen eines kommunalen Programms für ländliche Entwicklung fallen, werden durch ein Abkommen zwischen der Region und der Gemeinde festgelegt.

Die Exekutive bestimmt den Inhalt dieser Abkommen.

Diese können die Gewährung der Zuschüsse vom Bericht über den jeweils erreichten Stand der Projekte und von der Einreichung des Berichtes im Sinne von Artikel 22 abhängig machen.

Wenn die im Abkommen erwähnten Investitionen aufgrund der gemeinsamen Anwendung des vorliegenden Dekrets und der Gesetze bzw. Verordnungen des Staates bzw. der Dekrete und Verordnungen der Französischen Gemeinschaft bzw. der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezuschußt werden, darf die Wallonische Regionalexekutive das Abkommen nur schließen, wenn die nationale Behörde, die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bzw. die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft bereit ist, auch Vertragspartner zu sein.

Art. 13. Der Satz der Zuschüsse entspricht höchstens 80 % der in den Artikeln 15, 16 und 17 festgelegten Berechnungsgrundlage.

Wenn die Gemeinde für dieselbe Investition andere Zuschüsse erhält als den, den sie im Rahmen der ländlichen Entwicklung erhält, wird der Satz dieses Zuschusses so angepaßt, daß der globale Satz des Zuschusses 80 % nicht überschreitet.

Die Arbeiten, die im Rahmen eines Dreijahresprogramms der bezuschußten Arbeiten im Sinne des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, angenommen worden sind, können nicht zusätzlich im Rahmen der ländlichen Entwicklung bezuschußt werden.

Art. 14. Für Studien über Vorentwürfe bzw. Entwürfe können rückzahlbare Vorschüsse bis in Höhe von 5 % des Betrags des vorgesehenen Zuschusses gewährt werden.

Art. 15. Im Falle eines Erwerbs besteht die Berechnungsgrundlage des Zuschusses aus dem Ankaufspreis und den Nebenkosten, wie z.B. den gesetzlichen Erwerbskosten und der Mehrwertsteuer.

Der Ankaufspreis der unbeweglichen Güter ist auf den niedrigsten der drei folgenden Beträge begrenzt :

- 1° der Schätzung des Einnehmers des Registrierungsamtes;
- 2° des von der Gemeinde genehmigten Preises;
- 3° gegebenenfalls, der endgültigen Enteignungsentschädigung.

Der Ankaufspreis der beweglichen Güter ist auf den interessantesten Preis begrenzt, der aus dem Ausschreibungsverfahren hervorgeht, das durch die für öffentliche Aufträge über Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen geltenden Bestimmungen vorgesehen ist.

Es werden nur die Nebenkosten in bezug auf die gemäß den vorangehenden Paragraphen begrenzten Beträge berücksichtigt.

Art. 16. Bei der Ausführung von Arbeiten besteht die Berechnungsgrundlage des Zuschusses aus den Realkosten und den Nebenkosten, wie z.B. den Honoraren, der Mehrwertsteuer, den Enteignungskosten, der Kosten für die Landentnahme, die Abmarkungen, die Versuche und die Bohrungen.

Zu der Berechnungsgrundlage des Zuschusses können die Honorare des Projekturhebers für die zwischen dem Zeitpunkt der Genehmigung des Projektes durch die Gemeinde und dem seiner Genehmigung durch die Exekutive begonnenen Studien gehören.

Art. 17. Bei einer immateriellen Investition besteht die Berechnungsgrundlage des Zuschusses aus den Realkosten der Leistung, die die Exekutive vorher gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten genehmigt hat.

KAPITEL V. — Modalitäten in bezug auf die Auszahlung der Zuschüsse

Art. 18. § 1. Bei einem Erwerb von unbeweglichen Gütern wird der Zuschuß auf Vorlage einer Abschrift des authentischen Kaufvertrages oder des Beschlusses, der die Höhe der Entschädigung bei einer Enteignung endgültig festlegt, ausgezahlt.

§ 2. Bei einem Erwerb von beweglichen Gütern wird der Zuschuß auf Vorlage der Belege für den Ankauf und derjenigen, in denen die Beachtung des in Artikel 15, § 3, erwähnten Verfahrens gerechtfertigt wird, ausgezahlt.

§ 3. Bei Arbeiten wird der Zuschuß in Teilbeträgen auf der Grundlage des vom leitenden Beamten der Abteilung Raumordnung und Städtebau genehmigten Berichtes über den jeweils erreichten Stand der Arbeiten ausgezahlt, und zwar bis zu insgesamt 95 % des Betrags der im Rahmen der ländlichen Entwicklung geschuldeten Leistung.

Ein Vorschuß, der 20 % des Zuschusses entspricht, kann jedoch auf Vorlage der Mitteilung ausgezahlt werden, in der das Unternehmen Anordnung zur Inangriffnahme der Arbeiten erhält.

Der Restbetrag des Zuschusses wird auf Vorlage der durch die Abteilung Raumordnung und Städtebau des Ministeriums der Wallonischen Region genehmigten Endabrechnung nach Abzug der eventuell gewährten Vorschüsse ausgezahlt.

KAPITEL VI

Pflichten der Gemeinde, die die Zuschüsse für die ländliche Entwicklung erhalten

Art. 19. Die Gemeinde, die Zuschüsse erhalten hat, um ein Gut zu erwerben, zu bauen bzw. zu renovieren, kann frei darüber verfügen.

Der Verkaufspreis muß jedoch vorher von der Exekutive genehmigt werden.

Bei einem Verkauf des Gutes werden die erhaltenen Zuschüsse der Region zurückgezahlt oder wieder verwendet, um andere Projekte des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung zu finanzieren.

Bei einer Wiederverwendung wird diese vor dem Verkauf durch ein Zusatzabkommen zu dem Abkommen von der Exekutive genehmigt.

80 % der Gewinne, die die Gemeinde aus der wirtschaftlichen Nutzung eines bezuschußten Projektes bezieht, werden wieder verwendet, um andere Projekte des kommunalen Programms für ländliche Entwicklung zu finanzieren.

Art. 20. Wenn die Region einer Gemeinde ein unbewegliches Gut abkauft, das diese mit Zuschüssen erworben, gebaut bzw. renoviert hat, die sie im Rahmen der ländlichen Entwicklung erhalten hat, wird der Betrag des für dieses Gut gewährten Zuschusses vom Preis abgerechnet.

Art. 21. Die Gemeinde, die Zuschüsse erhalten hat, um ihr Programm durchzuführen, führt getrennte Bücher, aus denen für jedes durchgeführte Projekt das Programm der Investitionen, die Finanzierungsquellen und gegebenenfalls die Betriebsrechnung bezüglich des Projektes hervorgehen.

Art. 22. Die Exekutive erstellt jährlich einen Bericht über den jeweils erreichten Stand der Aktion.

Dieser Bericht umfaßt vier Teile :

1° einen Bericht über den erreichten Stand, in dem die Durchführung der in Artikel 12 erwähnten Abkommen im einzelnen aufgeführt wird;

2° den Bericht der in Artikel 8, § 2, erwähnten lokalen Kommission;

3° den Bericht, der auf den in Artikel 21 erwähnten Büchern basiert;

4° eine Planung der binnen drei Jahren oder in dem für die Beendigung des Programms vorgesehenen Zeitraum durchzuführenden Projekte.

Dieser Bericht wird vor dem 31. März des darauffolgenden Jahres an die Exekutive, den Generaldirektor der Raumordnung und des Städtebaus und an den Regionalen Raumordnungsbeirat gerichtet.

KAPITEL VII. — *Schlußbestimmungen*

Art. 23. Die Abkommen, die vor Inkrafttreten vorliegenden Dekrets zwischen den Gemeinden und der Wallonischen Region getroffen worden sind und die Gewährung von Zuschüssen im Rahmen von Projekten zur ländlichen Entwicklung betreffen, werden vor dem 31. Dezember 1992 durch Abkommen im Sinne von Artikel 12 ersetzt.

Bis zu diesem Datum geht man davon aus, daß die aufgrund vorliegenden Dekrets geschlossen worden sind.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, 6. Juni 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den lokalen Behörden, den bezuschußten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2262

6 JUNI 1991. — Decreet betreffende de plattelandsontwikkeling (1)

[C — 27372]

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Een operatie van plattelandsontwikkeling bestaat uit een gecoördineerd geheel van door een gemeente in landelijk milieu ondernomen of geleide ontwikkelings-, inrichtings- en herinrichtingshandelingen met het oog op haar revitalisatie of restauratie, in de naleving van haar eigenschappen en zodanig dat de levensvoorwaarden van haar inwoners economisch, sociaal en cultureel worden verbeterd.

De operatie wordt samengevat in een bescheiden genaamd gemeentelijk programma voor plattelandsontwikkeling.

Zij heeft betrekking op gans het gebied van de gemeente. Op verzoek van de gemeente en na eensluidend advies van de bevoegde commissie van ruimtelijke ordening kan zij echter door de Executieve worden beperkt tot een bepaald deel van het grondgebied van deze gemeente.

Art. 2. § 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Executieve aan gemeenten toelagen toekennen voor in onderhavig decreet omschreven ontwikkelingshandelingen.

§ 2. De toegekende toelagen hebben betrekking op lichamelijke of onlichamelijke investeringen die bijdragen tot de doelstellingen van plattelandsontwikkeling en inzonderheid tot :

1° het bevorderen, het oprichten en het steunen van de tewerkstelling of van economische activiteiten;

2° het verbeteren en het inrichten van diensten en uitrustingen voor het gebruik van de bevolking;

3° het vernieuwen, het bouwen en het bevorderen van de huisvesting;

4° het inrichten en het oprichten van openbare ruimten, dorpshuizen en andere onthaal, informatie en ontmoetingscentra;

5° het beschermen, het verbeteren en het valoriseren van het leefkader en milieu met inbegrip van het gebouwde en natuurlijk patrimonium;

6° het inrichten en het oprichten van wegen en van vervoer en communicatiemiddelen van gemeentelijk belang.

§ 3. De toelagen worden enkel toegekend door het Gewest voor ontwerpen opgenomen in een handeling van plattelandsontwikkeling waarvan het programma door de Executieve is goedgekeurd.

§ 4. Voor de investeringen waarvan de bestemming enkel gedeeltelijk van een gewestelijke bevoegdheid afhangt, kent de Executieve in voorkomend geval een toelage toe naar evenredigheid van dat gedeelte.

In dat geval kan zij toelagen toekennen voor de aankoop, de sanering en de buitenrenovatie van alle of een deel van gebouwen of groep van gebouwen voor veelvuldig gebruik, alsook voor de innerlijke of uiterlijke inrichting van de delen ervan die bestemd zijn voor gemeenschappelijke gebruik.

HOOFDSTUK II. — *Inlichting, raadpleging en medewerking van de bevolking*

Art 3. Elke gemeente die een handeling van plattelandsontwikkeling uitvoert, moet de inlichting, de raadpleging en de medewerking van de bevolking verzekeren.

De inlichting is verzekerd door minstens één vergadering in elk dorp of gehucht. Aan elke in de gemeente zetelende groep of vereniging wordt een vergadering voorgesteld.

De raadpleging en de medewerking vinden plaats door benaarstiging van de in artikel 4 bedoelde werkgroepen en plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling.

Art. 4. Binnen de zes maanden te rekenen vanaf de principiële beslissing een handeling van plattelandsontwikkeling uit te voeren, richt de gemeente een plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling op.

Zij richt tevens werkgroepen op. Het doel van elk ervan is hetzij een ontwikkelingsthema, hetzij een bijzonder dorp.

Art. 5. De burgemeester of zijn vertegenwoordiger is de voorzitter van de plaatselijke commissie. Zij bestaat uit minstens tien werkende leden en hoogstens dertig werkende leden, alsook uit een gelijk aantal plaatsvervangende leden.

Een vierde van de werkende en plaatsvervangende leden kan in de gemeenteraad aangesteld worden.

De andere leden worden aangesteld onder de vertegenwoordigers van de politieke, economische, sociaal-economische en culturele kringen van de gemeente, van de verschillende dorpen of gehuchten die er deel van maken, alsook van de ouderdomsgroepen van haar bevolking.

Elke in artikel 4 bedoelde groep is in de commissie vertegenwoordigd.

Art. 6. De gemeenten die besluiten een handeling van plattelandsontwikkeling uit te voeren en die reeds over een overeenkomstig artikel 150 van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening en stedenbouw opgerichte commissie van advies van ruimtelijke ordening beschikken, kunnen éénzelfde commissie voor de twee aangelegenheden inrichten met, indien nodig, afzonderlijke secties.

Art. 7. Wonen de vergaderingen van de plaatselijke commissie van rechtswege bij en hebben er raadgevende stem :

1° een vertegenwoordiger van de afdeling ruimtelijke ordening en stedenbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

(1) *Zitting 1990-1991.*

Stukken van de Raad. — 236 (1990-1991). Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 30 mei 1991. Bespreking. Stemming.

2° een vertegenwoordiger van de publiekrechtelijke persoon of van de door de gemeente gekozen instelling van openbaar nut om haar in de handeling bij te staan.

Art. 8. § 1. Als ter beschikking van de gemeente gesteld orgaan van advies, beantwoordt de plaatselijke commissie alle aanvragen om advies en, indien nodig, geeft verklaringen uit eigen beweging.

Op aanvraag van de gemeente stelt zij de hoofdlijnen en het kader van een ontwerp van programma van plattelandsontwikkeling op.

§ 2. Ten laatste op 1 maart van elk jaar stelt de plaatselijke commissie een verslag op voor de gemeente.

Dit verslag vermeldt de activiteiten van de commissie, alsook de vordering van de verschillende ontwerpen van programma tijdens het voorbije burgerlijk jaar en bevat voorstellen van voort te zetten of te ondernemen ontwerpen.

De verslagen en adviezen van de plaatselijke commissie zijn in een register opgetekend dat kan worden geraadpleegd op het gemeentebestuur tijdens de kantooruren en op de door de gemeente vastgestelde dagen.

§ 3. De plaatselijke commissie is betrokken bij alle fasen van de elaboratie, de verwezenlijking, het volgen, de bijwerking en de herziening van het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling.

§ 4. Op haar voordracht is het reglement van inwendige orde van de commissie door de gemeente vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — Gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling

Art. 9. De Executieve stelt de fasen vast die de elaboratie van het ontwerp van het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling voorafgaan. Deze bevatten onder andere :

1° de principiële beslissing van de gemeente;

2° de aanstelling van de publiekrechtelijke persoon of van de instelling van openbaar nut belast met het bijstaan van de gemeente;

3° de inlichting en de medewerking van de bevolking;

4° de raadpleging van de bevolking;

5° de oprichting van werkgroepen;

6° de oprichting van de plaatselijke commissie van plattelandsontwikkeling;

7° de keuze van de ontwerper belast met de vormgeving van het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling.

Art. 10. Het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling is een bescheiden dat de doelstellingen van de plattelandsontwikkeling bepaalt, integreert en doet overeenstemmen.

De Executieve bepaalt de minimale inhoud van het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling.

Het bevat minstens vijf delen :

a) een beschrijving van de socio-economische kenmerken van de gemeente;

b) de uitslagen van de raadpleging van de bevolking;

c) de doelstellingen van de ontwikkeling;

d) de ontwerpen om de doelstellingen te bereiken;

e) een samenvattende tabel met opgave van de verschillende ontwerpen, de door de tijd bepaalde planificatie, de financiële tussenkomsten en de nagestreefde doelstellingen.

§ 2. Op basis van de voorstellen van de plaatselijke commissie, verstrekt de gemeente richtlijnen aan een ontwerper zodat hij een voorontwerp van programma opmaakt en voorstelt.

Binnen de vijftien dagen van zijn goedkeuring door de gemeente is het voorstel van gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling overgemaakt aan de gewestelijke commissie van ruimtelijke ordening en aan de Executieve.

De commissie heeft twee maanden tijd om haar advies aan de Executieve te geven.

Na deze termijn is het advies geacht gunstig te zijn.

De termijn van twee maanden is onderbroken tijdens de maanden juli en augustus.

§ 3. Het voorstel van gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling is, geheel of ten dele, door de Waalse Gewestexecutieve goedgekeurd of verworpen binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van het overmaken van het advies van de gewestelijke commissie van ruimtelijke ordening of vanaf de vervaldatum van de in § 2, 3e lid voorziene termijn.

Zij kan deze termijn voor een tweede periode van twee maanden verlengen.

Het besluit, dat een gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling geheel of ten dele afwijst, moet met redenen omkleed zijn.

Art. 11. Op eigen initiatief of op aanvraag van de Executieve kan de gemeente het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling herzien.

De aanvraag en de beslissing moeten met redenen omkleed zijn.

De procedure, die van toepassing is op het opstellen van het gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling, geldt ook voor de herziening ervan.

HOOFDSTUK IV. — Toekenningsmodaliteiten van de toelagen

Art. 12. De toekenningsmodaliteiten van toelagen voor de verwezenlijking van verschillende ontwerpen ingeschreven in een gemeentelijk programma van plattelandsontwikkeling zijn vastgesteld tussen het Gewest en de gemeente bij middel van overeenkomst.

De Executieve bepaalt de inhoud van deze overeenkomsten.

Deze overeenkomsten kunnen de toekenning van toelagen afhankelijk maken van de in artikel 22 vermelde vorderingsstaat der ontwerpen en neerlegging van het verslag.

Wanneer de in de overeenkomst vermelde investeringen toelagen genieten bij gezamenlijke toepassing van onderhavig decreet en van wetten of verordeningen van de Staat, of van decreten en verordeningen van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap kan de overeenkomst enkel afgesloten worden met de Waalse Gewestexecutieve indien de nationale overheid, de Executieve van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap aanvaardt er deel van uit te maken.

Art. 13. Het percentage van de toelage is gelijk aan maximum 80 % van de in artikelen 15, 16 en 17 bepaalde grondslag.

Indien voor éézelfde investering de gemeente andere toelagen ontvangt dan dewelke voor plattelandsonwikkeling, wordt het percentage van deze laatste aangepast zodat het totaal percentage van de toelage niet hoger is dan 80 %.

De aangenomen werken in het kader van een driejaarlijks programma van gesubsidieerde werken, in de zin van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut, mogen niet het onderwerp zijn van een bijkomende tussenkomst voor de plattelandsonwikkeling.

Art. 14. Voor de studies van voorontwerp en ontwerp kunnen terugvorderbare voorschotten toegekend worden ten belope van 5 % van het bedrag van de voorziene toelage.

Art. 15. Bij aankoop bestaat de grondslag van de toelage uit de aankoopprijs en de bijkomende kosten zoals wettelijke aankoopkosten en BTW.

De koopprijs van onroerende goederen is beperkt tot het minst hoge van de drie volgende bedragen :

- 1° de schatting van de ontvanger van de registratie;
- 2° de door de gemeente goedgekeurde prijs;
- 3° in voorkomend geval, de vaste onteigeningstoelage.

De koopprijs van gebouwen is beperkt tot de voordeligste prijs zoals blijkt uit de oproepingsprocedure voor aanbod voorzien in de bepalingen die toepasselijk zijn inzake openbare aannemingsopdrachten, leveringen en diensten.

Worden enkel in acht genomen de bijkomende kosten met betrekking tot de overeenkomstig vorige paragrafen beperkte bedragen.

Art. 16. Bij uitvoering der werken bestaat de grondslag van de toelage uit de werkelijke prijs en de bijkomende kosten zoals honoraria, BTW, onteigeningskosten, landonteigening, meting, proefnemingen en boringen.

Kunnen deel uitmaken van de grondslag van de toelage, de honoraria van de ontwerper voor de begonnen studies tussen het ogenblik van de goedkeuring van het ontwerp van programma door de gemeente en het ogenblik van zijn goedkeuring door de Executieve.

Art. 17. Bij onlichamelijke investering bestaat de grondslag van de toelage uit de werkelijke kost van de prestatie, die voorafgaand door de Executieve goedgekeurd is volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

HOOFDSTUK V. — Vereffeningsmodaliteiten van de toelagen

Art. 18. § 1. Bij aankoop van onroerende goederen wordt de toelage vereffend op voorlegging van een afschrift van de authentieke koopakte of van de beslissing tot definitieve vaststelling van het bedrag van de vergoeding in geval van onteigening.

§ 2. Bij aankoop van roerende goederen wordt de toelage vereffend op voorlegging van de bewijsstukken van de koop en van dewelke bewijzen dat de in artikel 15, § 3, bedoelde procedure nageleefd werd.

§ 3. In geval van werken wordt de toelage per schijven vereffend op basis van de door de leidende ambtenaar van de afdeling inrichting en stedenbouw goedgekeurde vorderingsstaten, en in 't geheel ten belope van 95 % van het bedrag van de tussenkomst voor de plattelandsonwikkeling.

Een voorschot die gelijk is aan 20 % van de toelage kan echter vereffend worden op voorlegging van de betekenis gedaan aan de onderneming om de werken te starten.

Op voorlegging van de door de afdeling inrichting en stedenbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest goedgekeurde eindrekening, wordt het saldo vereffend, na aftrekking van de eventuele toegestane voorschotten.

HOOFDSTUK VI. — Verplichtingen die ten laste zijn van de gemeente die recht heeft op de toelagen voor plattelandsonwikkeling

Art. 19. De gemeente die genoten heeft van toelagen voor het kopen, bouwen of vernieuwen van een goed kan vrij over dit goed beschikken.

Nochtans moet de verkoopprijs voorafgaand door de Executieve goedgekeurd worden.

Wanneer het goed verkocht wordt, zijn de ontvangen toelagen aan het Gewest terugbetaald of opnieuw gebruikt om andere ontwerpen van het programma van plattelandsonwikkeling te financieren.

Wanneer het opnieuw gebruikt wordt, is het door de Executieve goedgekeurd bij middel van een aanhangsel bij de overeenkomst, voorafgaand de verkoop.

80 % van de winsten die de gemeente haalt uit de uitbating van een gesubsidieerd ontwerp worden opnieuw gebruikt om andere ontwerpen van het programma van plattelandsonwikkeling te financieren.

Art. 20. Wanneer het Waalse Gewest een gebouw van de gemeente koopt dat door middel van toelagen voor plattelandsonwikkeling door haar gekocht, gebouwd of vernieuwd werd, is de prijs verminderd met het bedrag van de voor dit goed toegekende toelage.

Art. 21. De gemeente die een toelage genoten heeft om haar programma uit te voeren houdt een afzonderlijke boekhouding waarin staan vermeld, voor elk uitgevoerd ontwerp, het programma van de investeringen, de herkomst van de financiering en, in voorkomend geval, de uitbatingrekening van het ontwerp.

Art. 22. De gemeente stelt een jaarlijks verslag op over de vorderingsstaat van de handeling.

Dit verslag bevat vier delen :

- 1° een vorderingsstaat waarin de in artikel 12 vermelde overeenkomsten gedetailleerd zijn;
- 2° het verslag van de in artikel 8, § 2, vermelde plaatselijke commissie;
- 3° een gegrond verslag betreffende de in artikel 21 vermelde boekhouding;

4° een programmatie van de uit te voeren ontwerpen binnen drie jaar of binnen de periode voorzien voor de afwerking van het programma.

Dit verslag wordt, vóór 31 maart van volgend jaar, overgemaakt aan de Executieve, aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw en aan de Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 23. De overeenkomsten die afgesloten werden tussen de gemeenten en het Waalse Gewest voor de inkrachtreding van onderhavig besluit en die betrekking hebben op de toekenning van toelagen in het kader van ontwerpen van plattelandsontwikkeling worden, vóór 31 december 1992, door in artikel 12 vermelde overeenkomsten vervangen.

Tot deze datum zijn zij geacht afgesloten te zijn krachtens onderhavig decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 14 décembre 1990, entrant en vigueur le 9 septembre 1991, M. De Visscher, R., juge au tribunal de première instance de Termonde, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 14 december 1990, dat in werking treedt op 9 september 1991, is de heer De Visscher, R., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Armée. — Service médical

Commissions au grade de sous-lieutenant milicien

Par arrêté royal n° 27332 du 5 mars 1991 :

Service médical

Les médecins adjudants miliciens dont les noms sont repris ci-après sont commissionnés au grade de médecin sous-lieutenant milicien :

Corps des médecins

A la date du 1er mars 1991 :

Mulier, P.; Van de Velde, F.; Van Steen, J.; Kusters, J.; Geysens, P.; Dom, G.; Bervoets, C.; Lerno, G.; De Meyer, I.; Dereppe, H.; De Pauw, C.; Van Dijck, C.; Vandenabeele, M.; Van Hoven, L.; Francx, M.; Libbrecht, B.; De Leeuw, P.; De Vleeschauwer, P.; Van Thillo, J.; De Wandel, C.; De Rycke, J.; Eyskens, F.; Vande Voorde, W.; Canivet, J.; Opheide, J.; Meurisse, P.; Bohyn, M.; Vanden Berghe, L.; Verstraeten, A.; Vanhooren, G.; Van Trappen, Y.; Gerin, V.; Popijn, M.; Vanclaire, J.; Werbrouck, P.; Van der

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

Leger. — Medische dienst

Aanstellingen in de graad van dienstplichtig onderluitenant

Bij koninklijk besluit nr. 27332 van 5 maart 1991 :

Medische dienst

Worden de hierna genoemde geneesheren dienstplichtige adjudanten in de graad van geneesheer dienstplichtig onderluitenant aangesteld :

Korps van geneesheren

Op 1 maart 1991 :

Mulier, P.; Van de Velde, F.; Van Steen, J.; Kusters, J.; Geysens, P.; Dom, G.; Bervoets, C.; Lerno, G.; De Meyer, I.; Dereppe, H.; De Pauw, C.; Van Dijck, C.; Vandenabeele, M.; Van Hoven, L.; Francx, M.; Libbrecht, B.; De Leeuw, P.; De Vleeschauwer, P.; Van Thillo, J.; De Wandel, C.; De Rycke, J.; Eyskens, F.; Vande Voorde, W.; Canivet, J.; Opheide, J.; Meurisse, P.; Bohyn, M.; Vanden Berghe, L.; Verstraeten, A.; Vanhooren, G.; Van Trappen, Y.; Gerin, V.; Popijn, M.; Vanclaire, J.; Werbrouck, P.; Van der